

International

COMMUNIQUER AVEC L'AIDE DE DIEU : FACE AU VIRUS, LES DIX COMMANDEMENTS DU PRÉSIDENT TANZANIEN

François Backman

17/06/2020

Dans le contexte de la pandémie liée au coronavirus, François Backman décrypte la pratique du pouvoir – et ses inquiétantes dérives – du président tanzanien John Magufuli et le recours instrumentalisé à Dieu pour lutter contre le virus, mais aussi pour affirmer et renforcer son autoritarisme.

À l'évidence, John Magufuli, élu en 2015, est l'un des visages du néo-autoritarisme africain. Quelques mois après le début de son mandat, il opte pour un style de gouvernance forte, indispensable selon lui pour le développement du pays. Plus le régime se raidit, et plus le président convoque Dieu et le père de l'indépendance, Julius Nyerere, pour crédibiliser son action et légitimer sa politique. Dès lors, la pandémie liée au coronavirus ne fait qu'accentuer certaines pratiques de *leadership*, raviver certains argumentaires, et révéler un mode de communication finalement pas si particulier que cela. Cette crise arrive peu avant l'élection présidentielle d'octobre prochain que John Magufuli devrait remporter. Contrairement à ce que d'aucuns avancent, l'incessant recours à Dieu dans la communication du "Bulldozer", un de ses surnoms, n'a rien d'anecdotique ou de pittoresque, mais obéit à une logique et traduit une volonté politique. Cette note apporte quelques éclairages permettant de comprendre la stratégie d'un Bolsonaro africain et la manière dont il la communique à ses populations. Bien évidemment, on retrouve derrière cela des préoccupations plus terre à terre, que celles-ci soient électorales ou économiques.

Entre *Gott mit uns* et *God Save the President*, pour reprendre les langues des deux anciens colonisateurs, en route pour un rapide survol de quelques usages de Dieu « à la tanzanienne » en ces temps de crise covidienne.

Un avant-virus en mode néo-autoritaire

Bref rappel : la Tanzanie, soixante millions d'habitants, est issue de la fusion en 1964 du Tanganyika et de l'île de Zanzibar. Depuis l'indépendance, elle a été gouvernée par le parti de Julius Nyerere, aujourd'hui le *Chama Cha Mapinduzi* (CCM). Relativement stable, le pays n'a connu aucun coup d'État. D'un point de vue religieux, on compte près de deux tiers de chrétiens de diverses obédiences et un tiers de musulmans, essentiellement sunnites, localisés à Zanzibar. La Chine et l'Inde sont les principaux partenaires économiques du pays.

Au début de son mandat, en 2015, John Magufuli joue la carte de la proximité et dispose d'une aura populaire, dépassant les frontières nationales, en posant des actes forts. Le dirigeant tanzanien inaugure une politique de frugalité de l'État, divise son salaire par quatre, entame une véritable lutte contre la corruption, renvoyant des milliers de fonctionnaires fantômes à leurs foyers. Il commence son mandat en annulant la fête de l'indépendance trop coûteuse et en se mettant à balayer lui-même les rues, en mode travaux communautaires – un classique en Afrique de l'Est. On le voit prendre l'avion en classe économique, il limoge des ministres incompetents – l'image forte des têtes de puissants coupées par le chef est porteuse dans l'opinion –, etc. Tout ceci sur fond de lancements de grands chantiers à l'aune d'un nationalisme de plus en plus accentué face aux « impérialistes ». Il veut développer son pays à coup d'infrastructures, favoriser son industrialisation et développer le secteur touristique, notamment envers les pays asiatiques. L'image du président Bulldozer qui avance suivi par toute la nation est constamment mise en avant dans le pays et à l'international.

Puis le président tanzanien commence à faire tout un tas de déclarations politiquement peu correctes concernant des sujets sensibles, notamment chez les bailleurs occidentaux – grossesse en milieu scolaire, contraception, minorités sexuelles, etc. –, qui lui valent des mesures de rétorsion et qui traduisent plus profondément des velléités autoritaristes, nécessaires selon lui pour amener le pays dans la voie du développement.

Ce raidissement s'accompagne de paroles et d'actions mêlant de plus en plus sacré et profane. Pour consolider son pouvoir et son assise, on appelle Dieu à la rescousse, secondé par le père de la nation, le très catholique Julius Nyerere, objet d'un procès en canonisation et promoteur d'un socialisme africain, l'*Ujamaa*. John se construit par diverses campagnes de communication comme héritier de Julius en mode « je termine ce que le fondateur de notre État moderne a commencé, je suis aussi modeste et généreux pour mes compatriotes que lui, etc. » C'est très net, mi-octobre 2019, lors du vingtième anniversaire de la mort du *mwali*mu, un an avant l'élection présidentielle, où John revêt symboliquement la tunique de Julius. La référence au père de l'indépendance est un

classique mais elle est beaucoup plus appuyée en Tanzanie que dans nombre de pays d'Afrique où le leader fondateur n'est finalement qu'une figure imposée, vite traitée dans les discours, encore plus vite oubliée ensuite. Dans le logiciel mémoriel tanzanien, le *mwali* reste vraiment présent, bien plus que d'autres dirigeants du *Soleil des Indépendances*. En effet, dans les années 2000, personne n'a entendu de rappers composer des morceaux sur Houphouët Boigny, Senghor ou même Nkrumah...

Les valeurs supposées « africaines » et tanzaniennes sont ainsi mises sur le devant de la scène. Outre le culte du leader humble et modeste en mode Nyerere, John Magufuli tance ses ouailles en stigmatisant par exemple les chansons « immorales » qu'il fait interdire. Il s'en prend également à la contraception, dénonçant les femmes y ayant recours comme trop « lâches » pour fonder une grande famille. Il critique également les grossesses en milieu scolaire, déclarant en 2017 que les jeunes filles enceintes devraient être exclues de l'école, voulant ainsi réactiver une loi de 2002 en ce sens. Un comportement allant à rebours de tout ce qui peut se faire en Afrique et ailleurs sur la question... À la suite de cela, la Banque mondiale gèle un versement d'1,7 milliard de dollars pour le pays. Courageux mais pas toujours téméraire, John Magufuli fait machine arrière sur la question et les subventions reviennent.

Fidèle à ses prédécesseurs et en phase avec l'idéologie du CCM, pour le bouillant leader, la communauté passe avant l'individu : l'État est responsable des Tanzaniens, et ne l'est pas nécessairement envers eux. Et il insiste continuellement sur l'unité de la famille tanzanienne en mode solidarité africaine. Dieu, l'évocation mythique du père de la nation permettent également de faire passer le pays d'abord et les individus ensuite. Et si d'aventure les critiques arrivent, elles sont soit muselées, soit dénoncées comme émanant d'agents extérieurs manipulés par des puissances adverses lorgnant sur les richesses du pays. Les ONG et OSC sont prévenues... Même chose pour les ambassades étrangères, comme on le verra durant la crise « covidienne ».

Cible de conquête pour John Magufuli : la jeunesse qu'il s'agit d'enrôler pour développer l'image d'une Tanzanie réservoir de forces vives et tournée vers l'avenir. Ainsi, en octobre dernier, lors du vingtième anniversaire de la mort de Julius Nyerere, il mobilise sous sa bannière une foule de chanteurs et autres rappers populaires. Phénomène assez classique, pour toucher une cible rétive au politique, en plein désarroi et tenter de crédibiliser une action, le chef a besoin de griots qui chantent ses louanges et de *roperos* – courtisans, comme disent les Ivoiriens – qui rythment ses actions à coup de *beats*. Ceux-ci sont ensuite récompensés de diverses manières. Ainsi, tel chanteur obtient l'autorisation de se présenter à la députation sous le sceau du CCM lors des élections d'octobre prochain... Plus globalement, mieux vaut plaire au président car il ne fait pas bon badiner avec son image à l'instar de l'acteur et homme de média Idris Sultan qui, en octobre

dernier, a osé se moquer de lui via un *face-swap* publié sur les réseaux sociaux. Crime de lèse-Magufuli qui sera sanctionné *via* la récente loi sur la cybercriminalité...

Parallèlement, l'espace public est de plus en plus verrouillé – il devient difficile d'être opposant en Tanzanie –, Internet de plus en plus contrôlé et surveillé, les blogueurs étant par exemple obligés de s'enregistrer et de payer une taxe pour pouvoir publier leur prose. L'État contrôle plus fermement les statistiques officielles, etc. Ce type de comportement n'est pas sans rappeler, en mode *light*, les faits et gestes de Pierre Nkurunziza, son défunt voisin du Burundi, voire le style de *leadership* d'un Paul Kagamé au Rwanda ou d'un Yoweri Museveni en Ouganda. Tout cela étant sous-tendu par un projet de développement à marche forcée.

On le voit à travers ces quelques exemples, en jouant sur les symboles et les images, sur une relecture de l'histoire nationale, en brandissant la carte moralité-intégrité, en tentant de rallier la jeunesse, John Magufuli se veut en quelque sorte l'incarnation du pays, d'une Tanzanie qui « avance », pour reprendre l'un de ses *leitmotive*. « Grâce à moi et grâce à Dieu, nous allons de l'avant », telle est l'antienne constamment affichée. On est, bien avant l'arrivée du virus, en plein Psaume 22 : « Le Seigneur est mon berger, je ne manquerai de rien », et John Magufuli fait en quelque sorte figure d'intercesseur, aux côtés de Julius Nyerere, éventuel futur saint de l'Église catholique. Cela même si beaucoup de ses compatriotes attendent encore aujourd'hui les « verts pâturages » du psalmiste...

Covid-19 ? No problem ! Les dix commandements d'une communication théo-centrée

La crise « covidienne » va être l'occasion pour le Tanzanien d'enfoncer le clou et de passer à la vitesse supérieure en termes de communication axée sur Dieu et le père de la nation. À côté de certaines déclarations qui pourraient étonner les Occidentaux, il en profite pour réaffirmer son pouvoir et couvrir le pays d'affiches à sa gloire en montrant les réalisations et avancées – réelles par ailleurs – de son premier mandat. Rappelons également qu'une grande partie des déclarations de John Magufuli sont faites en swahili, la langue officielle avec l'anglais, histoire de réaffirmer une fois de plus la *tanzanéité* et l'héritage de Julius Nyerere qui a fait de cette langue un facteur d'unification des populations. Jésus et Julius vont devenir une fois de plus les faire-valoir de la vision « magufulienne » du pays car, derrière cela, c'est de considérations économiques et politiques dont il est question. Passons rapidement en revue les « dix commandements » de la communication du président tanzanien, certains résonnant avec les déclarations d'autres leaders de par le monde.

Premier commandement : de la constance avant toute chose, croire d'abord pour guérir ensuite. Dès le début de la crise, John Magufuli invite Dieu dans ses discours afin de légitimer ses actions. Comparée aux autres pays d'Afrique de l'Est, la Tanzanie fera assez peu de choses pour lutter contre le virus. Mais contrairement à d'autres, c'est voulu et logique : le développement du pays et de la communauté passe avant tout, Dieu est avec nous, tout ce qui peut ralentir les avancées est diabolique, ensemble nous vaincrons le *Sheitan* (Satan ou diable en persan et arabe), dit-il. En effet, dans la vulgate présidentielle, qui dit Dieu dit diable. Dès le début de l'épidémie, il refuse de fermer églises et mosquées « parce qu'elles sont la solution au coronavirus ». En ces temps difficiles, il voit donc dans le coronavirus « un diable ne pouvant pas vivre dans le corps du Christ car il y brûlera instantanément ». Tous à l'église ou à la mosquée pour « affermir notre foi », semble-t-il dire.

Deuxième commandement : couper les vannes de l'information concernant la propagation du virus. Ayant déjà pris la main sur les statistiques du pays, très vite, dès la fin avril 2020, le gouvernement tanzanien ne va plus communiquer sur le nombre de cas et de décès pour ce que le président considère comme une maladie comme une autre, une maladie de « peureux ». La presse de plus en plus contrôlée depuis des années n'a pas non plus trop intérêt à creuser l'affaire. Dès lors, c'est la parole de John Magufuli contre toutes les autres. L'opposition a beau dénoncer un déni de réalité, finalement peu importe.

Troisième commandement : décrédibiliser la parole scientifique, la remettre en cause et mettre au pas les experts. La méthode est simple et John Magufuli n'en a pas le monopole : on néglige les dires des scientifiques, on les ravale au rang d'allégations suspectes, on critique leurs données voire on les ridiculise. Ainsi le président dénonce les chiffres officiels et la validité des tests effectués dans le pays. Il délégitime le monde médical en envoyant du sang de divers animaux – et même un extrait de papaye, paraît-il – pour être analysé, ces échantillons s'avérant positifs... Il n'hésite pas non plus à critiquer les experts de l'Union africaine. Début mai 2020, le gouvernement tanzanien suspend deux responsables du laboratoire national.

Quatrième commandement : une citation biblique est plus forte que les publications de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Si les allégations du leader sont supérieures à celle des experts, alors que dire de la parole divine ? Ainsi les trois jours de prière collectives qu'il décide, mi-avril, sont mis sous le signe de citations bibliques qui légitiment la politique du président et toute son action. Tel cet extrait du deuxième livre des *Chroniques* : « et si alors mon peuple, sur lequel est invoqué mon nom, s'humilie, s'il prie, cherche ma face et revient de ses voies mauvaises, moi, j'écouterai des cieux, je pardonnerai son péché et je guérirai son pays. » John Magufuli fonctionne ici en mode quasi-burundais : le pays se plaçant sous protection divine, rien ne peut lui arriver. En effet, que valent les déclarations de Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur général de l'OMS,

qui seront balayées et oubliées dans le flot médiatique, face au texte sacré ? Tout cela est d'une logique quasi-évidente...

Cinquième commandement : dénoncer le complot. De là à dire que les dysfonctionnements liés au virus sont le fruit d'un complot, il n'y a qu'un pas. Et John Magufuli s'empresse de dénoncer une conspiration étrangère et des collusions intérieures de ceux qui sont stipendiés par les « impérialistes » (« workers may have been put on the payroll of imperialists »). Fin mai 2020, le chargé d'affaires étatsunien est d'ailleurs convoqué au ministère des Affaires étrangères pour se voir reprocher certaines déclarations jugées alarmistes. L'argumentaire complotiste ne vole pas très haut, il est même désastreux pour l'image internationale du pays et vis-à-vis des bailleurs occidentaux, mais il est porteur chez de nombreux Tanzaniens. Face à l'hostilité et à l'incrédulité internationales, le pays avance dans la voie de la guérison, n'en déplaise aux oiseaux de mauvais augure et autres agents de l'étranger.

Sixième commandement : prendre hauteur et profondeur, parler depuis des lieux sacrés. De nombreuses déclarations du leader se font depuis des églises, au sortir d'une messe. Après avoir reçu la communion, *corpus christi*, donc *devil-free*, John Magufuli parle, symboliquement revêtu d'une onction divine. Dès lors, si on suit son raisonnement, comment oser le contredire ?

Septième commandement : malheur aux sceptiques, critiques et autres incrédules ! Le 9 juin dernier, Freeman Mbowe, le leader du premier parti d'opposition, en pointe dans la dénonciation du traitement de la crise, est agressé par trois individus. Bilan : une jambe cassée. Si le gouvernement tanzanien a promis de faire toute la lumière sur cet incident, cette affaire tombe à pic pour rappeler à qui veut l'entendre qu'il vaut mieux filer droit dans le pays. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un opposant rencontre ce type de problème. La Délégation de l'Union européenne en Tanzanie qualifie cette agression d'« attaque contre la démocratie » et appelle à la tenue d'élections transparentes et crédibles. Pas sûr que, pour le moment, ce genre de réaction passionnée ou inquiète vraiment le Bulldozer.

Huitième commandement : claironner et afficher sa victoire sur le virus et remercier Dieu et les Tanzaniens. Le 18 mai dernier, la Tanzanie est le premier pays d'Afrique de l'Est à réouvrir ses frontières aux touristes, fermées depuis le 23 mars. « Welcome back to Tanzania! Open, safe and ready for you », dit la campagne accompagnant cet événement. Peu après, le président remercie ses compatriotes, les autorités religieuses de toutes confessions, et bien sûr le Très-Haut pour « toutes les grandes choses qu'il a faites pour nous ». Puis, le 8 juin, John Magufuli déclare le pays libéré du virus. La ligne est simple : Dieu nous a accompagnés dans l'épreuve, grâce à vos prières nous devons et allons continuer dans la voie de développement que j'ai tracée. Le virus, c'est du

passé. Point barre. La foire internationale de Dar Es Salam est prévue début juillet, tout se déroule comme prévu, continuons. Telle est la morale. *Gott sei dank* ("Dieu soit remercié, loué"), pour reprendre une formule de l'un des anciens colonisateurs.

Neuvième commandement : saturer l'espace communicationnel en mode *bulldozer* (*Economy and Development first!*). Début juin, le pays se couvre d'affiches 4x3, très bien faites, changeant d'avec les productions francophones, où l'on voit le président, portant chemise bleue (couleur mariale) sur fond blanc (pureté), pouce levé (victoire) et micro en main (parole) avec pour légende : *Mchapa Kazi, Mzalendo* ("travailleur acharné, patriote") suivi du classique et obsessionnel slogan *Tunasonga Mbele* ("on avance"). Tout ceci est soutenu par des campagnes vantant les réalisations présidentielles en termes d'infrastructures et annonçant diverses bonnes nouvelles dans le domaine minier ou la production cotonnière que John Magufuli veut doubler à l'horizon 2025.

Dernier commandement : en route pour les élections ! Si beaucoup de pays africains hésitent à tenir les élections prévues pour les mois à venir – certains les ont déjà repoussées –, il y a fort à parier que la Tanzanie ne rejoindra pas ce club. Les élections d'octobre prochain auront lieu, elles verront – sauf séisme – la victoire de John Magufuli, face à une opposition quelque peu handicapée. Il entamera son second mandat et l'on verra un président affirmant que, malgré les épreuves, la Tanzanie avance sous sa houlette dans la voie tracée par Julius Nyerere et avec l'aide de Dieu. *Tanzania na Magufuli tunsonga mbele* ("La Tanzanie et Magufuli avancent encore et toujours").

En guise de conclusion et par-delà ces quelques points, on a là l'exemple d'une communication agressive, particulièrement volontariste. Certes, elle peut choquer, mais elle est logique avec les fondements et l'histoire récente du pays, logique avec le projet d'« Oncle Magu » comme l'appellent ses partisans, logique avec la mainmise du CCM sur les leviers de pouvoir. Le président sait bien que sa popularité et l'emprise de son parti se sont quelque peu érodées, cela bien avant l'épisode du coronavirus, et que, malgré la grâce divine, le pays devrait voir sa croissance divisée par deux en 2020 pour arriver à un niveau autour des 3%. Dès lors, il lui faut mettre les bouchées doubles et c'est ce qu'il fait en étant de nouveau sur tous les fronts et en participant à toutes les inaugurations. Ce n'est pas non plus un hasard si la Tanzanie vient d'adopter un nouveau plan de lutte contre la corruption, combat qui a fait le succès de son président. Par ailleurs, le fonctionnement oligarchique du CCM montre des signes de fatigue et l'opposition semblerait avoir le vent en poupe, même si la victoire à l'élection d'octobre devrait lui échapper. Dès lors, l'élection présidentielle d'octobre prochain vaut bien quelques messes et autres déclarations plus ou moins fracassantes car, par-delà sa communication, chef-d'œuvre du genre, la position de John Magufuli est plus fragile qu'il n'y paraît.

Merci à Guy-Arnaud Behiri, « spécimen rare », et Alexandre Konan Dally, pour avoir relu ces pages.